

# ENQUETES ET REPORTAGES

magazine.union@sonapresse.com

## Café-cacao : où en est la relance ?

**LA** filière café-cacao connaît, depuis 2007, une succession de relances basées sur des stratégies triennales aux succès plutôt mitigés. En 2017, une nouvelle logique d'intervention, en cours, est mise en œuvre par les Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab), chargées de booster la production auprès des planteurs. Quel est l'état des lieux du secteur ? En quoi consiste cette réforme ? Quelles en sont les contraintes ?

Olivier NDEMBI  
Libreville/Gabon

**E**N matière de café-cacao, les Caisses de stabilisation et de péréquation (Caistab) sont en réalité une agence de commercialisation qui organise la mise en marché local et l'export du café et du cacao. Dans cette activité commerciale, la Caisse café-cacao a performé au fil des années, allant jusqu'à acheter des records de 7 000 tonnes cumulés dans les années soixante-dix. Une production aujourd'hui réduite à moins de 300 tonnes. Quand bien même, il est vrai, que les statistiques de production ne sont en réalité que celles d'achat. En cause, le rétrécissement du potentiel verger, qui est passé de 16 000 hectares (cacao) à environ moins de 5 000 hectares aujourd'hui, et d'à peu près 6 000 hectares de café à un peu moins de 1 000 hectares. "La base productive a vieilli, victime du syndrome hollandais. On a donc enregistré l'exode rural, la force de travail a quitté le monde agricole pour se rendre dans des secteurs plus payants et moins pénibles. Le café-cacao a donc enregistré la perte de main-d'œuvre, et donc un manque de relève agricole", explique le directeur de la Caisse café & cacao, Audran Ossyba Etchinda.

Cette baisse de la capacité de travail dans le monde rural a entraîné un désinvestissement du secteur au profit des filières jugées plus rentables par les sphères dirigeantes.

Mais l'or noir se portant mal, le discours autour de la diversification de l'économie nationale bat son plein. Il faut relancer le secteur agricole, et principalement la filière café-cacao. Les capacités de production étant très faibles, et alors que les résultats enregistrés jusque-là paraissent mitigés, voilà que la Caistab est obligée de réinvestir et rajeunir les bases de production. Ce à quoi elle s'attelle depuis 2017, afin d'essayer d'améliorer les performances obtenues lors de la première phase de relance de la filière.

Cette réforme vise d'abord à rehausser les capacités de production. La Caistab a donc mis en place un réseau d'ingénieurs, 24 au total répartis par zones de production, pour suppléer le manque d'encadrement des producteurs. "Le but était d'assister les planteurs en termes d'intrants, de packages techniques et technologiques". La seconde phase consiste à moderniser la Caisse cacao elle-même. "Aujourd'hui on a des exigences



Photo: DR

**Le DG Thierry Prosper Mboutsou échangeant avec des collaborateurs sur le site de la plantation Alanga.**

pour accéder aux marchés. Ceux qui achètent demandent une qualité et des normes précises. Désormais, dans nos stratégies, nous insérons la notion de QHSE (Qualité, hygiène, sécurité, environnement, ndlr) et nous y travaillons".

La stratégie, au niveau opérationnel, intervient d'abord au niveau du matériel végétal. La Caistab a remis en place des bases productives, des pépinières qui sont gérées par ses ingénieurs. Les structures de production agricole étant déliquescents - Minkong pour le cacao et Okondja pour le café -, elle a dû se tourner vers l'extérieur pour se ravitailler en semences. Celles-ci sont ensuite mises dans des pépinières puis distribuées gratuitement aux planteurs qui en font la demande.

À moyen et long termes, il est question de relancer la recherche locale. "En 2019, nous avons signé avec l'Iraf (Institut de recherches agronomiques et forestières, ndlr) pour pouvoir déjà étudier le matériel végétal local, et celui que nous importons, parce qu'ils peuvent être à risque (...). Pourquoi ce travail ? Pour connaître les maladies, développer des protocoles pour lutter efficacement contre elles et, à la fin, garantir la rentabilité des exploitations. En outre, en maîtrisant le matériel végétal, on peut sélectionner le meilleur et celui qui est spécifique au Gabon".

Il est question ici d'en garantir leur disponibilité auprès des planteurs, développer soi-même des bases de production pour être à la fin autonome. Des bases productives qui ne peuvent se

faire qu'avec du matériel performant, à haut rendement et qui offre une spécificité gabonaise. C'est dans ce cadre que s'inscrit Alanga (lire par ailleurs), l'un des cafés robusta 100 % au monde produit au Gabon. À côté d'Alanga, il y a un projet qui vise la structuration des producteurs : les coopératives Caistab. Il s'agit ici de changer la logique d'intervention, d'autant que depuis 2017, année au cours de laquelle les réseaux d'ingénieurs ont été installés, la production n'a pas significativement bondi. "Nous avons donc compris qu'un planteur seul ne peut pas significativement porter la filière, il faut une émulation. Dans cette démarche, la Caistab responsabilise maintenant les opérateurs aussi". Et pour cause ! Sa subvention d'un peu plus d'un milliard de



Photo: DR

## La transformation locale à travers le projet Alanga



**Audran Ossyba Etchinda : «Alanga est une stratégie de valorisation du terroir».**

ON  
Libreville/Gabon

**P**OUR mettre en avant le potentiel du terroir gabonais, la Caistab a mis en route le projet Alanga. "Nous sommes repartis dans une ancienne plantation de la Sonadeci, la réhabiliter pour sortir en 6 mois un produit typiquement gabonais. Comment on peut convaincre les investisseurs si nous-mêmes n'avons pas de prototype ? Voilà la raison d'être du café Alanga, qui est une stratégie de valorisation. Pour que même les producteurs gabonais sachent

quel est le produit fini auquel ils peuvent s'attendre en investissant. C'est ici la promotion du terroir et de la transformation pour se faire plus de revenus, pour faire des filières courtes valorisées sur place. Parce que notre étude du marché montre que ceux qui se font de l'argent sont les transformateurs. L'argent dans le cacao et le café se trouve dans la transformation. Parce que les producteurs, dans tous les forums, sont les plus pauvres. Il faut donc faire des filières courtes où nous valorisons tout localement", explique Audran Ossyba Etchinda.

francs en 2005 est passée, en 2020, à seulement 400 millions de francs. La Caistab voit donc ses ressources de subvention diminuer et met de plus en plus à contribution ses ressources de péréquation pour soutenir l'activité café-cacao.

La nouvelle approche consiste alors à aller vers les groupes, les structurer et faire en sorte qu'eux aussi puissent assumer certaines charges. "Par exemple, les pépinières que la Caistab entretient à ses frais pourraient être rétrocédées, par des pépinières de proximité, aux groupements qui sont organisés. Ça ferait moins de frais pour la Caistab, et plus de professionnalisme et d'organisation pour les planteurs (...) On les soutiendra par des formations, pour qu'ils soient techniquement au

point pour donner un cacao de qualité (...). Parce que les organismes internationaux aussi qui financent ne veulent avoir à faire qu'à des coopératives, des gens organisés, pour les autonomiser. La Caistab est donc en train d'organiser le monde rural du café-cacao pour que l'intervention de l'État se retire", souligne-t-on. Autre action en cours, la lutte phytosanitaire qui est incluse dans un programme de réhabilitation. "On a un capital de plantations vieillissantes. Le planteur qui y va ne récolte que sur quelques pieds, peut-être 500 mètres carrés, alors qu'il a peut-être 10 hectares. Tout le reste pourrit. Nous avons donc un programme pour assister les planteurs qui sont encore valides et qui pourraient, moyennant certaines indica-

tions, augmenter leur revenu en augmentant leurs capacités de récoltes". Toutefois, cette lutte contre les ravageurs des plantes est conditionnée: elle doit être précédée d'un désherbage effectué par les planteurs.

La Caistab s'attelle par ailleurs à la remise à niveau de ses infrastructures, l'entreposage notamment, qui constitue pour elle un gros problème. En effet, le mauvais état des routes fait que les délais d'entreposage sont trop longs. Un produit dont le cycle devait faire deux mois maximum entre la vente et la mise en marché, peut attendre jusqu'à six mois, et perd par conséquent en qualité. En plus des schémas logistiques à améliorer, le retard observé dans les décaissements budgétaires constitue ici une autre pesan-

teur dont il conviendrait de se débarrasser.

"On a aujourd'hui un programme de réfection des entrepôts, et on a entrepris la mise en place d'une base de données. Pas seulement de chiffres, mais aussi des instruments de géolocalisation, des cartographies. On a eu recours à l'institut national de la cartographie pour schématiser, sur les cartes, les routes, les distances, etc. Quand on connaît les distances et les routes, on peut mieux gérer les charges, on peut esquisser les routes qui ne sont pas praticables pour améliorer l'encadrement et les achats". Mais de tous les défis, la commercialisation représente sans nul doute le plus gros problème. Plusieurs schémas ont été étudiés, notamment au niveau

des décaissements. "En 2016 on a pensé à la mise en place d'un fonds d'achat. En début d'année, nous faisons avec les délégués et les planteurs, des projections de productions. Et par rapport à ces projections, dans chaque zone, nous voyons ce que ça coûte, nous essayons de sécuriser cet argent en plusieurs étapes. Donc nous organisons financièrement la mise en marché, parce que les opérateurs se plaignent souvent du retard des achats". D'autres mécanismes sont en cours pour relever la production. Mais avec des charges croissantes, liées entre autres au mauvais état du réseau routier et des ressources qui s'amenuisent, la mission de la Caistab paraît là aussi difficile pour relever une production encore bien en deçà des attentes.